

REVUE DE PRESSE SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE DU 09 DECEMBRE 2014

Grande région: tractations avant le mariage

Les présidents des trois régions se sont réunis pour la première fois hier à Limoges. En façade, ils affichent un positivisme à toute épreuve. Mais des questions restent sans réponse.

Richard TALLET

Première région de l'aéronautique. Première en chimie verte et en écoconstruction. Première puissance portuaire de France. Premier bassin caprin, viticole, forestier et «des palmipèdes à foie gras». Quand il parle de la future grande région, Jean-François Macaire, l'actuel président du Poitou-Charentes, ne manque pas d'enthousiasme. Depuis le vote solennel à l'Assemblée le 25 novembre dernier, il devient urgent de se mettre en ordre de marche. Au 1° janvier 2016; il faudra être opérationnel. Alors hier, le successeur de Ségolène Royal était à Limoges avec Gérard Vandenbroucke, président du Limousin, et Alain Rousset, celui de l'Aquitaine, ils préparaient le mariage. Une première rencontre officielle qui s'est conclue devant une quinzaine de journalistes pour envoyer un message positif.

Ce qui est acté

Il est acquis que le siège de la nouvelle région sera à Bordeaux. «Mais les trois villes doivent rester des capitales», ajuste Jean-



Alain Rousset (à gauche) a du mal à cacher son agacement quand la question de la future présidence est posée. Pinto Phil Messeiet

François Macaire. Poitiers et Limoges garderont donc leur «maison de la région». «Nous avons un travail d'imagination à faire pour maintenir la proximité, prolonge Alain Rousset tout en rassurant les personnels. L'emploi public n'est pas menacé.» «C'est une opération inédite, complète Gérard Vandenbroucke. Pour que ça fonctionne, il faut l'adhésion des élus, de la population et des personnels. Il ne s'agit pas de brusquer quiconque.»

Les questions en suspens

Le nom de cette grande région reste à définir. Tout comme son champ de compétences. «Les moyens des régions françaises sont dix fois moins importants que ceux

des autres régions européennesse, constate Alain Rousset. Mais ils pourraient grandir avec la réforme. «Il est prévi que les collèges, les routes et le développement économique reviennent aux régions.» «Ce serait cohérent, rebondit Jean-François Macaire qui ne veut pas que la future grande région se contente de pondre des schérnas consultatifs. «La Région doit agir sur le terrain.» Cohérent aussi pour le Limousin qui démontre que pour développer l'économie, «il faut des formations». «Je trouve normal que la chaîne totale de la formation soit tenue par une scule instance.» Un sujet sur lequel Alain Rousset n'est pas en complet accord avec ses deux confrères, «Mais de toute façon, la loi dira et on suivra», ajoute Gérard Vandenbroucke. Autre interrogation, la fiscalité. «La modération fiscale doit être dans nos têres», milite Jean-François Macaire. Poitou-Charentes est la seule région par exemple à avoir renoncé à la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Ce ma-

Repères

2,5 milliards d'euros. Ce sera le budget de la grande région puisque les trois presidents espèrent conserver les mêmes moyens (Aquitaine 1 408,5 millions, Poitou-Charentes 662,6 millions et Limousin 466,6 millions).

12. Le nombre de départements composant cette nouvelle grande région: 5 en Aquitaine, 4 en Poitou-Charentes et 3 en Limousin.

84 050 km². La superficie de la nouvelle région correspond à 1/8°

5,78 millions. Ce sera le nombre d'habitants de la nouvelle grande région (3,25 millions Aquitaine, 1,78 en Poitou-Charentes et 750 000 en Limousin).

2 000. C'est le nombre de fonctionnaires employés dans les sièges des trois collectivités (1 000 en Aquitaine, 600 en Poltou-Charentes et 400 en Limousin). La masse salariale des trois régions réunies s'élève à 300 millions d'euros. Il n'est pas prévu de réduction de personnel.

riage obligera-t-il les Picto-Charentais à payer à nouveau cette TICPE? Aucun des trois ne répond à la question. On sent que le sujet est sensible et pourrait fissurer cette belle entente de façade. «Quand on a inventé l'intercommunalité, on a su harmoniser la

fiscalité», rassure Gérard Vandenbroucke qui ne veut surtout pus que ce mariage soit «un frein» «Nous devons être en mesure de continuer à investir. C'est un lourd travails oui reste à accomplir.

Le défi d'un mariage politique

Au 1" janvier 2016, non seulement les services des trois régions devront ne plus faire qu'un, mais devront n'avoir qu'in seul président. Les trois actuels étant tous étiquetés PS, on pourrait imaginer que la question se réglera simplement. Mais à voir comment le sujet agace Alain Rousset, on devine que ce ne sera pas si simple. «Hien malin celui qui peut le dire», se contente de sourire Gérard Vandenbroucke. «Les partis politiques décideront des têtes de liste», botte en touche Jean-François Macaire au-dessus duquel plane l'ombre omniprésente en Poitou-Charentes de Ségolène Royal qui, depuis son ministère, pourrait perturber cette sérenité et cette entente cordiale affichée.

■ Pierre-Yves Briand a pris les rênes de Châteaubernard il y a neuf mois ■ Homme clé de la CDC où il pilote les gros chantiers, il ne s'affiche pas en maire bâtisseur.

"Les chantiers seront moins spectaculaires"

Stéphane URBAJTEL surbaitel@charentelibre.fr

our la photo, il a suggéré de poser devant Le Castel, la nouvelle salle de spectacle en passe d'être inaugurée (1). Pourtant, Pierre-Yves Briand tient à être clair: son mandat de maire de Châteaubernard, le premier - il a été élu en mars dernier -, ne sera pas celui des réalisations fastueuses. Parce que les chântiers communaux d'envergure ont été menés, considère-til, et que les prochains seront portés par GrandCognac. Sous son autorité quand même. À 62 ans, le premier magistrat, jeune retraité de l'ex-direction départementale de l'Équipement, a aussi hérité depuis neuf mois le poste clé de premier vice-président de la communauté de communes (CDC) en charge des infrastructures et des grands projets. «La CDC, j'9 consacre 40% de mon temps», estime-t-il.



Pierre-Yves Briand pose devant Le Castel, «Chaque élu a enviè de porter un grand projet. Mais il faut être raisonnable.» Photo S. U.

Vous qui avez été le discret premier adjoint de Daniel Boyer, comment vous sentez-

vous dans le costume de maire?
Pierre-Yves Briand. Je me suis
pris au jeu. On se fait très vite à la
fonction. Malgré soi. En devenant
maire, on est pris dans un tourbillon. On est sollicité pour tout,
des choses graves, importantes,
anecdotiques et futiles. Les gens
ont de l'estime pour leur maire.
Quand ils ont un problème, ils
veulent en parler au maire. C'est
une fonction où l'on peut agir
pour les aider.

Le précédent mandat a été marqué par les relations exécrables entre Daniel Boyer, le maire, et Jean-Claude Fayemendie. Est-il compliqué de prendre la relève alors que Fayemendie siège encore sur les bancs de l'opposition?

C'est vrai que l'ambiance au conseil était extrêmement pesante, électrique. C'est un élément que j'ai pris en compte avant de me décider à me présenter. À ma grande surprise, la présence de Jean-Claude Fayemendie ne me pèse pas. Son attitude vis-à-vis de moi est fondamentalement différente: il savait pousser Daniel Boyer dans ses retranchements quand j'accueille ses interventions, souvent dans la caricature, la manipulation ou la malhonnêteté intellectuelle, avec ironie. Je crois que ça l'énerve.

Comment envisagez-vous votre premier mandat de maire?

Je ne mènerai pas, c'est certain, un mandat de bâtisseur comme a pu le faire Daniel Boyer. Parce que les grands bâtiments sont faits et donc plus à faire. Parce qu'au niveau des dépenses, il faut réduire la voilure. Il n'empêche, nous avons des projets en faveur des jeunes, au centre de loisirs, à la médiathèque. Avec la volonté notamment de se tourner vers des ateliers scientifiques. Ce sera moins spectaculaire, moins visible mais tout aussi important pour la vie des Castelbernardins.

Ça n'est pas un peu frustrant de ne pas porter un projet d'envergure ?

Si, si. Chaque élu a envie de por-

ter un grand projet et de le mener à son terme. Mais il faut être raisonnable.

Vous inaugurez bientôt Le Castel. On comprend mal pourquoi cet équipement n'est pas communautaire...

Quand nous l'avons imaginé, ce type de chantier ne relevait pas d'une compétence communautaire. On aurait pu attendre. Mais il fallait se lancer: il y avait un vrai besoin. Maintenant, cet équipement, c'est vrai, aura un rayonnement à l'échelle du Cognaçais.

Mais il a été payé par les Castelbernardins...

Les frontières des communes, c'est dépassé. Le Castel profitera à tous et en particulier à beaucoup de petites communes. Tant mieux: ça fait partie aussi de la solidarité intercommunale.

Châteaubernard est souvent considéré comme une commune riche. Justifié?

Nous concentrons sur le territoire un nombre important d'entreprises grâce auxquelles nous percevons des ressources [l'ancienne taxe professionnelle perçue par la CDC et reversée à la commune, NDLR]. Mais Châteaubernard ne dispose pas d'un magot. Et cet argent que nous récoltons, nous le dépensons. Nous n'aurions pas grand mérite à ne pas le faire.

Une spécificité de la ville, c'est la BA 709. Avec laquelle les relations ont longtemps été distantes. Et maintenant?

La base et la ville ont longtemps vécu côte à côte. Ce n'est plus le cas. Les relations sont plus sereines. En partie parce que la base a une réelle volonté de s'ouvrir sur la vie communale. Les Castelbernardins aiment leur base. Et tout le monde se réjouit que dans un contexte national morose, elle ait des perspectives de développement avec le regroupement des formations à Châteaubernard.

(1) Le Castei, qui a coûté 4,3 millions d'euros, est une salle de spéctacle de 750 m² pouvant accueillir 1 200 personnes en configuration spectacle debout et 650 assis. Une saile plus petite est aussi proposée pour accueillir des lêtes privées ou des repas d'associations.

Gens du voyage: les maisons livrées, place au déménagement

La réception des travaux a eu lieu hier: les pavillons destinés aux voyageurs installés dans des caravanes route de Segonzac sont finis.

Stéphane URBAJTEL surboitel@corentelibre.fr

C'est l'épilogue d'un chantier lancé il y a six ans. Hier, les pavillons flambant neufs destinés à accueillir les gens du voyage de Châteaubernard ont passé avec succès l'étape incontournable de la réception des travaux.

Des logements en dur pour les familles installées depuis des lustres – et dans des conditions plus que limites – dans les caravanes garées au carrefour Beauregard, route de Segonzac.

Deux pavillons comprenant quatre logements, ancrés à quelques mètres de la rue du Commerce, coincés entre les entrepôts Hennessy et le comptoir agricole commercial de Cognac. Le déménagement devrait intervenir dans le courant du mois de janvier.

1.000 m² pour stationner les caravanes

«Dans ce dossier, on a accumulé les difficultés de tous ordres, entre les soucis administratifs, les embêtements quand il a fallu négocier la vente des terrains, ou les problèmes de réseau qui passait sur un terrain privé», se souvient Lilian Jousson, élu à la CDC de GrandCognac en charge de ce dossier, plutôt content qu'on soit enfin «au bout du bout». «Plus que quelques petits détails à régler et les voyageurs pourront s'installer».

Les maisons ont été réalisées en tenant compte du mode de vie spécifique des voyageurs: à côté des pavillons, un espace (1000 m²



Quatre logements dans deux pavillons dressès l'un à côté de l'autre.

Photo S. U.



Lilian Jousson, en charge du dossier.

de terrain environ) a été prévu pour que les locataires puissent stationner leur caravane. «Assez grand pour les garer,

«Assez grand pour les garer, mais pas trop quand même pour éviter que vingt caravanes en plus viennent s'y positionners, précise Lilian Jousson. Dans ce dossier, on a accumulé les difficultés de tous ordres [...]. Plus que quelques détails à régler et les voyageurs pourront s'installer.

Pour les familles bénéficiaires, rien à payer: «Nous avons négocié avec la Caisse d'allocations familiales: ces familles pourront bénéficier des aides. Et cela couvrira le montant du loyer».

Tout compris, ce projet a coûté plus de 240.000 euros.

Hennessy cherche un successeur

Plus de cent jeunes ont profité du dispositif «100 chances 100 emplois» à Cognac. Hennessy, copilote du projet, passe la main.

Julie KOCH J.koch@charentelibre.fr

A 22 ans, Boris vient d'être embauché en CDI chez Hennessy, comme agent de chai. Un emploi auquel il n'avait jamais pensé avant d'intégrer le dispositif «100 chances 100 emplois». «J'ai un bac technologique. Après ça, je suis allé en fac à Bordeaux, mais ça n'a pas marché. Je suis revenu à Cognac où j'ai enchaîné les petits boulots. Je voulais être magasinier cariste au départ», a retracé le jeune homme hier soir, devant les partenaires réunis pour un point d'étape.

«Cognac est une excellente pépiten

Ce programme – initié en 2012 à Cognac en lien avec la mission locale Arc Charente – accompagne des jeunes pour trouver un emploi ou une reprise d'études avec des simulations d'entretiens d'embauche, des visites d'entreprises et des conseils. 104 personnes en ont bénéficié depuis le début, avec un taux de réinsertion de 60%. Partie prenante du projet depuis 2013, la maison de cognac a em-



Didier Coulomb (à droite) a créé le dispositif Il y a dix ans.

Photo J.)

bauché huit jeunes entre 18 et 25 ans. «On a pris la suite de Saint-Gobain comme copilote. Nous sommes très fiers d'avoir pu animer ce réseau qui fédère une quarantaine d'entreprises locales. On attend de notre successeur que ce soit une entreprise jeune, dynamique et pleine d'entrain», résume Eric Depaye, directeur des ressources humaines chez Hennessy.

Le réseau cognaçais a reçu les félicitations de Didier Coulomb, le créateur de «100 chances 100 emplois». «Cognac est une excellente pépite. C'était un pari de lancer le dispositif ici. Et ça a très bien marché. Un an plus tard, Angoulême nous sollicitait pour faire la même chose.»

Contact: Arc Charente au 05.45.83.97.00.

III CHÂTEAUBERNARD

Le marché de Noël confirme sa renommée



Les danseuses d'Estelle Simon ont assuré le spectacle avec un flash mob endiablé, avant de monter sur scène.

eaucoup de monde pour la sixième édition du marché de Noël, samedi et dimanche au plateau des Pierrières à Châteaubernard. Les écoles de danse d'Estelle Simon et Fabienne Zeman se sont taillé la part du lion en attirant un maximum de spectateurs, assis ou debout, autour de la scène dressée à côté du stand du comité des fêtes, qui assurait la restauration. Michel Damy, maire adjoint, donnait au micro le tempo des différentes manifestations qui ont eu lieu dans les allées, le long desquelles étaient rangés quelque soixante-dix exposants sur une surface équivalente à deux cours de tennis.

Le vélo-manège de David Albert, actionné à la seule force de ses mollets et mettant en rotation un plateau en bois supportant une vingtaine d'enfants juchés sur des montures diverses, automobiles ou hippomobiles, était la deuxième attraction en nombre de fans dont l'âge ne dépassait pas les 10 ans. Des associations communales comme le club des aînés, l'Arche ou le service d'activités de jour «Les Myosotis» de l'«Atelier des Vauzelles» proposaient à la vent des objets de leur fabrication. Le père Noël, dont la voix n'était

Le père Noël, dont la voix n'était pas sans rappeler celle d'un ténor et metteur en scène bien connu de la commune, s'est laissé prendre en photo avec le même plaisir sur les deux jours. Les chiffres d'affaires des uns et des autres ont suivi la fréquentation du site, en flèche ascendante d'année en année.

Déplacement des supporters du CCBB à La Rochelle samedi. Un déplacement en bus est prévu pour les supporters de l'équipe de basket-ball de Cognac souhaitant assister au match contre La Rochelle ce samedi 13 décembre. Le départ aura lieu à 16h30 au complexe des Vauzelles. Inscription au 06 14 15 75 66. Tarif: 15€.

SAINT-BRICE CHÂTEAUBERNARD

Emmanuel et Nicolas, ses fils; M™ Odette DALGER, sa maman; ses frères, ses sœurs, ses beaux-frères et belles-sœurs, M™ Marie-Thérèse TIFFOCHE, sa belle-mère; ses neveux et nièces, les familles DALGER et PUYMIRAUD, ses amis ont l'immense douleur de vous faire part du décès

M. Jacky DALGER,

survenu dans sa 61º année.

Selon ses volontés, l'incinération aura lieu le jeudi 11 décembre 2014, à 9 h 30, au crématorium des Trois-Chênes à Angoulême, suivie d'une cérémonie civile à 14 heures, au cimetière de Châteaubernard.

M. Dalger repose à la maison funéraire du Plassin, entrée n° 2, à Gensacla-Pallue où la famille recevra les visites mercredi 10 décembre de 16 heures à 19 heures.

Condoléances sur registre

PF Hervolt - F. Leclerc, malson funéraire du Plassin, 32, rue Balzac, Cognac, Jarnac, Segonzac, tél. 05.45.360.360.

GRANDCOGNAC

Réunion du conseil communautaire jeudi

Michel Gourinchas présidera le conseil communautaire de GrandCognac ce jeudi 11 décembre à partir de 18h30, au Cognac Yacht Rowing Club. À l'ordre du jour: débat d'orientations budgétaires 2015; décisions modificatives; aménagement du stade de football Claude-Boué (bâtiment vestiaires club-house); demandes de subvention: Blues Passions, manifestations sportives et soutien aux sportifs de haut niveau, animations 100% Chlorophylle et contrat de développement départemental, NAP-Fonds de concours pour la commune de Merpins, règlement d'intervention en faveur de l'acquisition de biens mobiliers dans le cadre des nouvelles activités périscolaires, versement d'une subvention exceptionnelle au Foyer des jeunes travailleurs, demande de subvention Région pour chantier d'insertion, modification des circuits du réseau de transport en commun, versement anticipé de subventions aux associations avant le vote de budget primitif 2015: tarifs 2015 équipements touristiques, zones d'activités-remboursement frais d'électricité aux communes de Châteaubernard et Merpins, remboursement budget général par budget annexe transports urbains et budget régie communautaire des charges salariales 2014; terrains familiaux-participation au Sieaac pour le raccordement des parcelles; subvention de fonctionnement aux autorités organisatrices de transports secondaires (AO2) pour 2015; ouverture d'un poste non permanent d'ingénieur à temps complet; approbation du diagnostic et du contrat État-ville de Cognac.

HIERSAC

Calitom agrandit son site



La déchetterie devruit rouvrir courant mars.

Photo CL

oute de Tarsac à Hiersac, les travaux d'extension de la déchetterie lancés par Calitom avec les entreprises Vives et Garaud battent leur plein. Après Jarnac, Châteauneuf, Segonzac, Di-rac et Châteauneuf, le site d'Hiersac est le dernier inscrit à ce chapitre de travaux pour un montant de 73 000 € et 405 900 €. L'entreprise Vives a en charge la construction et l'aménagement d'un local pour le gardien et d'un local technique protégé sur un espace de 85 m². L'entreprise Garaud réalise l'extension et l'aménagement des quais portés à huit. Outre la base de stockage permettant la permutation des bennes sur une surface de 1 630 m², l'espace réservé aux déchargements des déchets ménagers se fera sur une sur-

face de 1 400 m². Deux bennes de déchets verts seront en permanence à disposition. Cette réalisation de plateforme à huit quais nécessite l'apport de 2 000 mº de terrassement qui transiteront par la route de Tarsac. Le maire David Chagneaud précise que le réseau routier doit être rendu à la commune en l'état d'avant chantier. Le site d'Hiersac, ouvert en 1996, recueillait 1 154 tonnes de déchets en 2003 et 2340 en 2013 pour une valorisation à 55% de l'ensemble; 15 718 usagers l'ont fréquenté en 2010 et 20 584 en 2013 (dont 317 artisans). Calitom, qui regroupe plus de 380 communes charentaises, espère arriver à une revalorisation de 75% des déchets. Le site devrait rouvrir courant mars prochain.

Grand Cognac au secours du Blues

Jeudi, en conseil communautaire, les élus de Grand Çognac auront à délibérer sur une subvention à attribuer au festival Cognac Blues Passions, d'un montant de 40 000 euros.

Habituellement, cette aide financière annuelle se chiffrait à 10 000 euros. Mais, au vu des problèmes financiers rencontrés par le festival à la fin de la dernière édition, Grand Cognac met à son tour la main à la poche. En contrepartie, la scène du dimanche sera supprimée.

Un symbole mais très peu d'avancées

RÉFORME TERRITORIALE La réunion, hier à Limoges, des présidents des trois Régions bientôt unies a seulement permis de confirmer que l'emploi public y serait préservé

BRUNO BÉZIAT

ter au symbole. Aucun calendrier n'a d'ailleurs été établi à la sortie pour de futures rencontres. Il y en aura évidement d'autres, carla tâche s'annonce titanesque. Metre en ligne trois administrations qui totalisent? 700 agents, c'est un tour de force qu'il faudra réalisser en quelques mois e a la fusion ne se fera qu'avec l'adhésion des agents, a rappelé Gérard Vanderbrouck, président du Limousin. Il a ainsi tenu à les rassurers ur leur sort, tout comme Alain Rousset pour l'Aquitaine s' L'emploi public ser a préservé », a-ét lafitmé. Le président du Limousin a même promis «des mutations qui ne seront pas contraintes», a s'en la préservé 12 % et l'agric préservé », a-ét lafitmé. Le président du Limousin a même promis «des mutations qui ne seront pas contraintes», a l'action d'action par le haut d'ations. « Nous devro Les Français nous deuro les français de français de les français nous deuro les français de français de la français de l BRUNO BÉZIAT

I baesatiguadouest.if

I graste pour la postérité, a l'impoges, afin de sceller leur union. Même si ce mariage est un tour de force qu'il faudra réalice symbole dans la pipuart de srègions françaises qui doivent fusionner d'iu man. En Alsace que en Languerdo-Roussillon, c'est même une guerre de tranchées que les elius de tous bords ont entamée. Au moins, le dialogue ecourtois, même s'il n'est pas toujours d'une parfaite serenité, ni dénue d'arrière-pensées.

Une rencontre dont on a aussi rès vite sent qu'elle allait se limites de contraintes à l'imposit et de l'est pour l'Aquitaine. L'emploi public est préservé a vet affirmé Le préservé, seuf sil es Régions héritent de comariage, dès lors que l'emploi public est préservé »)

Une hausse des coûts?

Une l'ausse des coûts?

Une l'emploi public est préservé »)

Avec une superficie de 84 000 km², la nouvelle Région sera la plus grande de France. Elle totallsera 5,8 millions d'habitants, soit 9 % de la population française en métropole. Son activité écon-prieus est refricialement selle du tertiaire, marchand et non mar-chand, avec un et al de 75 % de l'activité, alors que l'Industrie re-présente 12 % et l'agriculture 5 %.

tamment en raison d'une harmonisation par le haut des rémunérations. « Nous devrons y veilles. Les Français nous demandent des
efforts pour nos dépenses de fonctionnement », explique-tel.

Les présidents de Région ont
aussi profité de cette renouneil en tité.
Li de la cette nouvelle entité.
Ils sont visiblement tombés d'accord pour estimer qu'il ne s'agit
pas d'une « juxtaposition » des règions actuelles, ni d'une « fusion
absorption « entendez par l'Aquitaine), mais bien d'une union,



Jean-François Macaire (Poltou-Charentes), Gérard Vandenbrouck (Limousin) et Alain Rousset (Aquitaine) : les présidents de trois Régions qui ne feront plus qu'une.

d'un mariage. Or, dans un ma-riage, chacun a - théoriquement-les mêmes droits. Jean-François Macaire a réaffir-mé le principe d'un service public régional qui ne devait pas pâtir, en Poitou-Charentes, de la création de cette nouvelle grande Région. Il a même utilisé un instant le terme de «capitale » pour Poitiers, obligeant Alain Rousset à práctier que Bordeaux en sera bien la « ca-pitale » administrative « iln'y a pas de risque de recentralisation sur Bordeaux dans cette grande Ré-gion. Parce que ce n'est pas la façon

dont on fonctionne en Aquitaine

dont on fonctionne en Aquitaine. Pour nous, Pau, Agen et les autres villes sont tout aussi importantes. Il plane bien sur ce martage la crainte d'un déséquilibre, lié à la toute-puissance de l'Aquitaine et le la métropole bordelaise. Elle se retrouve d'alleurs dans le nome la future Région, qu'Alain Rousset n'a évoqué que du bout des lèvres. Pour quoi pas l'Aquitaine ?», at-èl suggéré en pensant à l'Histoire, et peut-être au résultat d'une consultation sur sudouest fr qui a plèbiscité ce nom Il y a quelley jours. Les régions Poitou-Charentes et Li-



s'arc-bouter sur leur territoire au fil des négociations.

Macaire convoque Royal

Macaire convoque Royal jean-François Macaire s'est cru oblige hier de tresser les Jouanges de l'action de Ségolène Royal, à la quelle il doit sa présidence. Les deux autres présidents l'ontregardé en coin, puisque chacun avait pris soin de ne pas mettre en avant le bilan de sa propre collectivité, mais de parler piutôt d'actions communes. Par exemple, la maintenance aéronautique qui concerne les trois régions, ou encore le pôle « cuir » et ses industries du luxe à la listère de la Dordogne, de la Charente et de la Haure-Vienne.

L'autre obstacle sur la route de cette lente unification est politique. Les élections régionales sont prévues en décembre 2015 et à fiure région sera officiellement créée dans la foulée, en janvier 2016. Du côté socialiste, Alain Rousset est pour l'instant le seul candidat comm. Aucun des deux autres présidents n'a voulu hier écarter la possibilité de leur candidature, in soutenir l'Aquitain. Ce marchandage politique sera certainement au cœur des discussions à venir, et probablement aussi de la campagne electorale, à gauche comme à droite. Avec ces questions : que faire de cette future grande Région et comment l'organiser? L'autre obstacle sur la route de

Rectorat : le référé tombe à l'eau

ÉDUCATION La justice devait examiner ce matin un recours sur un document polémique

Ce mardi, l'examen de l'affaire du «PowerPoint polémique» du rectorat figurait toujours à l'ordre du jour du tribunal administratif de Poitiers. Mais l'audience de ce matin devrait tourner court. La Coordination contreleracismeet l'islamophobie (CRI) vient en effet de se désister, quelques jours après avoir déposé une requête en référé demandant la suspension immédiate de la diffusion d'un document portant sur la «radicalisation en milieu scolaire » émanant des services du rectorat.

En novembre dernier, le site Mediapart révélait l'existence de ce document Diffusé lors d'une réunion detravail, il donnait aux enseignants des conseils pour détecter les jeunes en phase de radicalisation religieuse,

du type « barbe longue non taillée (moustache rasée)», «perte de poids liée à des jeunes fréquents », etc.

«Caricatures grossières», «simplifications outrancières », « maladresse»ou«racisme»...Les syndicats enseignants s'étaient offusqués à divers degrés. La ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem affirmait, via un communiqué de presse, que l'initiative du rectorat de Poitiers avait pu être organisée «pour répondre en urgence à des besoins spécifiques exprimés sur le terrain. Son contenu ne saurait être réduit à des diapositives sorties de leur contexte et dont certains contenus apparaissent inappropriés et peuvent légitimement choquer».

Stigmatisation à outrance

« Déposer une requête en référé, c'était le minimum que l'on puisse faire», explique Abdelaziz Chaambi, fondateur de la CRL «Comment une administration responsable peutelle se permettre de ficher les gens de la sorte, à partir de critères physiques? C'est du jamais vu depuis Vichy!»

Malgré tout, les représentants du CRI ont choisi d'abandonner la procédure en référé : le PowerPoint n'a fait l'objet d'aucune diffusion officielle en dehors de la réunion d'information incriminée. « Il est impossible de suspendre la diffusion d'un document qui, de fait, n'a jamais été diffusé», résume t-on au rectoratoù l'on n'avait guère de doute sur l'irrecevabilité de la requête.

La lecture d'Abdelaziz Chaambi est légèrement différente: «C'est notre initiative qui a obligé le recteur à retirer son document. » La procédure sur le fond n'a, elle, pour l'heure, pasété abandonnée, «Le fait que la ministre de l'Éducation ait réagi par communiqué démontre bien le caractère officiel dece document», veut croire Abdelaziz Chaambi.

RN141: le nouveau maillon

ROUTE 40 millions d'euros seront alloués au passage à 2x2 voies entre la Vigerie et l'Épineuil, à l'ouest d'Angoulême. Un chantier suspendu depuis 2006 pour cause de LGV

DANIEL BOZEC dbozec@sudouest.fr

Les recensement « faune flore » est en cours, les premiers sondages géotechniques sont an noncès, sinon ce mois-ci, du moins en début d'année prochaine. Suspendu depuis 2006 pour cause de Ligne à grande vitesse (LGV), le chantier de mise à 2x2 voies de la RN141 reprendra courant 2015 d'Ouest d'Angoulème, entre le rond point de l'Épineuil et les hauteurs de La Vigerie. Un itinéraire qui s'affranchira de la traversée de Fléac, côte de la Sainte-Barbe comprise. La mise en service est annoncée pour 2017.

40 millions d'euros sur la table

C'est écrit noir sur blanc au voiet mobilité du Contrat de plan État-Région (CDER) 2014-2020 : 40 millions d'euros seront affectés à l'aménagement des 5,5 kilomètres de route en rase campagne fléacaise. Les travaux dits de dégagements d'emprise, c'est-à-dire les déplacements de réseaux, « interviendront en 2015 », précise-t-on à la Direction régionale d'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Les acquisitions foncières sont en passe d'être bouclées : «L'État est propriétaire de l'ensemble des terrains, à l'exception d'une dernière acquisition en cours de négociation. » Le tracé (voir infographie ci-contre) est quasiment figé: «le projet est en cours de calage dé finitif et peut légèrement bouger en fonction des sondages géothermiques et du recensement faune-

Travaux suspendus depuis 2006

Les riverains en savent quelque chose, le tronçon Malvieille SaintYrieix s'impose déjà en pointillé dans le paysage. Chaînon à 2x2 voies manquant entre Cognac et Angoulème, déclaré d'utilité publique en... 1996, ila fait l'objet de travaux de terrassement dans les années 2000.

« Dans un décor fantomatique, deux ponts enjambant des pistes XXL qui ne mènent nulle part »

Un chantier suspendu pour cause de Ligne à grande vitesse (LGV): il a failu composer avec le tracé de la voie ferrée qui file tout droit à l'ouest de Fléac. Ainsi trouve-toni cet là, dans un décor fantomatique, deux ponts enjambant des pistes XXI. qui ne mênent nulle part.

3 Le point de passage sous la LGV

Composer avec le tracé de la LGV, c'est prévoir le point de passage de la future RN 141 sous la voie ferrée, et accessoirement revoir l'angle du tronçon routier de part et d'autre du croisement, avec bretelle de sortie et rétablissement de la Départementale 37 en prime : soit quatre ouvrages d'art qui s'enchaînent à quelques centaines de mêtres de celui qui enjambe l'actuelle RN141, sur les hauteurs de la Vigerie.

Reste le chaînon

5,5 kilomètres, ce n'est qu'une partie du tracé qui reste à aménager pourfaire la jonction à 2x2 voies entre Cognac et Angoulème, le sous-tronçon Malvieille-la Vigerie n'étant pas inscrit au CDER 2014-2020. Automobilistes et chaufieurs se consoleront en apercevant à la



sortie du hameau de Moulidars les travaux de terrassement de l'hypothétique 2x2 voies : abandonné aux herbes folles, près d'un kilomètre de piste serpente entre les rangs de vigne.

5 La rocade qui soulagera Fléac

À défaut d'assurer la jonction sur 2x2 voies entre Cognac et Angoulême, le tronçon la Vigerie-L'Epineuil a le mérite de soulager Fléac, par où transitent 14 000 véhicules par jour. « Pour nous, c'est très important, la 141, c'est une barrière. Demain, ce sera la colonne vertébrale », assurait Guy Étienne, le maire de Fléac, en septembre dernier. Il réagissait à l'abaissement de la vitesse de 90 à 70 km/h obtenue par un collectif de riverains. Une nouvelle réglementation signalée par un radar pédagogique depuis vendredi dernier. À l'horizon 2017, c'est moitié moins de trafic qui est attendu sur l'actuelle RN141.



Au beau milleu du chantier de la LGV, le pont au-dessous duquel passera la RN141, près du rond-point de la Vigerie.

Sarah, 17 ans, s'élève contre le harcèlement

LYCÉE JEAN-MONNET Sarah Perry, élève de terminale L, participe au concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme

lle aime le rock, lit des polars et pratique l'athlétisme. Sarah Perry, 17 ans, est une lycéenne comme blen d'autres. Souriante. Discrète. Fluette. Attention, ne pas se fier à sa fragilité apparente. La jeune femme cache une réelle force, une vraie détermination. Mercredi prochain, cette élève de terminale Là Jean-Monnet participera aux sélections régionales du 18° Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme. L'épreuve, organisée par le Mémorial de Caen, se déroulera au musée d'Aquitaine, à Bordeaux.

Dans le grand Sud-Ouest, seuls dix lycéens ont été retenus. Devant un jury composé d'avocats, de journalistes de personnalités impliquées dans la défense des droits de l'Homme, Sarah devra faire preuve d'éloquence. Elle aura dix à douze minutes pour convaincre.

Une douloureuse expérience

«Ma plaidoirie s'intitule "Une prison de mots" et traitera du harcèlement dont sont parfois victimes les collégiens et les lycéens. J'ai choisi ce thème car j'en ai souffert. C'était il y a quelques années et j'étais alors au collège », témoigne-t-elle.

Messages malveillants sur Internet. Insultes et menaces sur les réseaux sociaux. Sarah a été la cible de réelles méchancetés. Elle en a beaucoup souffert. Aujourd'hui, la page est tournée mais Sarah n'a rien oublié. Épaulée par Valérie Boutrois, documentaliste au lycée Jean-Monnet, la jeune femme a dû



Sarah Perry est née en Grande-Bretagne. Elle vit en France depuis maintenant neuf ans. PROTO NES JACADO

faire abstraction de sa douloureuse expérience pour préparer un texte d'ordre plus général.

«Tout commence par des railleries et des mises à l'écart. A l'école, on se moque de certains, de leurs habits, leurs cheveux, leur taille, leur couleur de peau, leurs maladies, leur classe sociale aussi... Sur les réseaux sociaux, ces harcèlements prennent une autre dimension. Ils peuvent conduire à la dépression, au décrochage scolaire, au retrait de la vie sociale et même au suicide», a écrit en substance Sarah, dans un texte d'une vingtaine de lignes résumant les grandes lignes de sa plaidoirie. C'est ce texte qui a été distingué par l'équipe du Mémorial du Caen et l'amène aujourd'hui au grand oral bordelais.

« Dès que nous avons su qu'elle était sélectionnée, nous avons poursuivi les recherches, établi une solide bibliographie », rapporte M™ Boutrois.

« Mon intervention est prête. Je la répète à la maison et je me prépare à "plaider" devant ma classe, pour m'entraîner [...]. Je ne suis pas trop intimidée. Ça va, J'essaye de ne pas trop stresser », dit Sarah.

L'épreuve se déroule le 10 décembre, à 14 heures précises, L'élève qui sera primé à Bordeaux participera à la finale nationale, le 30 janvier, au Mémorial de Caen, En Jeu: un séjour à New York avec visite de l'ONU.

En 2010, un autre élève de Jean-Monnet, Grégory Rabaud, avait été primé au Concours international de plaidoiries des lycéens. Il avait décroché le troisième prix national en évoquant le combat des albinos en Afrique.

0.5

CHÂTEAUBERNARD

La parole panse les plaies alcooliques

Comme tous les mardis que compte le calendrier, à 19 heures, le groupe des Alcooliques anonymes (AA) de Cognac-Châteaubernard organise sa réunion à la maison des associations, située 14 rue Pierre-Pinard. Le 4' mardi du mois est un peu particulier car les rencontres sont ouvertes à la famille, aux amis, aux professionnels de santé...Et en ce dernier mardi du mois de novembre, certains AA avaient fait le déplacement de Royan, Poitiers, Saintes, Angoulême pour célébrer l'anniversaire de leur ami Dominique (1):20 ans d'abstinence et une fidélité sans faille aux AA. Et les anniversaires aux AA, c'est sacré. Des jalons de lumière sur le chemin de la guérison.

Gâteaux d'anniversaire, verre de l'amitié et même un œuf de la part de Bernard qui s'offre une poule pour baliser chaque année d'abstinence. De précieux moments de convivialité sont venus clore la réunion qui s'articule toujours autour d'un thème avec un modérateur.

La tolérance au programme

«Garder l'esprit ouvert», tel était le fil conducteur de la soirée. Pour Marc et Julie qui viennent de replonger, la parole est douloureuse. Ils sont là, portés par le groupe, c'est l'essentiel. Des rechutes à vocation d'alerte pour les autres, plus avancés dans le combat contre l'alcool. Oui, l'alcoolisme est une maladie « grave, mortelle ». Les termes reviendront souvent au cours des échanges.

Alors garder l'esprit ouvert ? «À supposer que je l'aie déjà eu », se deamnde Paul. Les AA vont lui



Chez les Alcooliques anonymes, les anniversaires d'abstinence se célèbrent.

PHOTO SANDRA BALIAN

permettre d'apprendre à accepter les idées des autres. Parfois l'esprit ouvert s'arrête aux portes de la sphère familiale, et quelle victoire pour Rémi : « Je suis arrivé à demander pardon à ma femme sans rejeter sur elle la responsabilité de mon alcoolisme ». Pierre ose : « Je fais partie des AA qui disent "quelle chance d'être alcoolique". La tolérance est un vrai cadeau du programme. (2) »

Afin de garder le cap, tous sont unanimes, les réunions sont essentielles. Bernard qui voyage beaucoup à l'étranger trouve toujours un groupe AA, une bouée pour éviter la récidive. Et chacun témoigne d'un épanouissement spirituel loin de toute dérive sectaire, un voyage intérieur vital et nourrissant pour annihiler l'alcoolisme, « la maladie des émotions » comme l'appelle Marie.

 Les prénoms ont été modifiés.
 Les AA proposent un programme en 12 étapes pour sortir de l'aicoolisme.
 DB 20 32 68 83.

Quel avenir pour les moins de 25 ans ?

Le chômage des jeunes continue d'augmenter. Deux nouveaux dispositifs d'aide et d'accompagnement sont mis en place

PIERRE TILLINAC

n.tillinac@sudouest.fr

e gouvernement met en place deux nouveaux outils pour esasayer de lutter contre le chômage des jeunes. La garantie jeunes expérimentée depuis un an en Lotet-Garonne (lire ci-dessous) va être êtendue à une sotxantaine de départements l'année prochaine. En Dordogne, le dispositif, en cours d'installation, devrait être opérationnel des le début de l'an prochain. Dans les Landes, en Gironde, en Charente et en Charente-Maritime, ce système destiné aux jeunes les plus éloignés de l'emploi entrera progressivement en vigueur dans le courant de l'année à venir. Au niveau national, le gouvernement espère que la garantie jeunes pourra concerner «50 000 jeunes sans emploi, sans formation et sans stage » d'ici la fin

L'an prochain également, le nouveau dispositif d'accompagnement intensif des jeunes (AIJ) devrait monter en puissance assez rapidement. Ce service, qui a déjà commencé à fonctionner, a pour but de proposer aux jeunes qui peinent à trouver leur place sur le marché du travail des mesures d'accompagnement individualisé ou en groupe (lire ci-dessous). Selon Pôle emploi,

qui se réfère à une expérience comparable menée dans le cadre d'un accord national interprofessionnel jeunes, ces mesures d'accompagnement sont de nature à faciliter de façon importante le retour à l'emploi.

Moyens supplémentaires

Ces deux dispositifs, qui bénéficient d'un financement européen, devraient vraiment offrir un nouveau service aux jeunes dans la mesure où les missions locales et Pôle emploi disposent de moyens supplémentaires pour assurer l'accompagnement des moins de 25 ans, souvent jugé insuffisant. Reste à savoir quel sera, au bout du compte, leur impact sur le chômage des jeunes, qui resteorienté à la hausse malgré les mesures déjà prises.

Les emplois d'avenir ont joué leur rôle, mais ils n'ont pas suffi à inverser la courbe. 150 000 ont déjà été créés et 50 000 autres devraient voir le jour en 2015. Les contrats de génération ont connu des débuts plus difficiles, mais les services de l'État veulent croire que le système va finir par produire les effets escomptés.

En attendant, le nombre de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi continue de progresser. Le chômage des jeunes, qui avait com-

mencé à diminuer au cours du premier trimestre, est reparti à la hausse même si, seion les mois, il enregistre ici ou là des baisses qui ne changent rien à la tendance générale.

Fin octobre, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A de moins de 25 ans a augmenté de 0,6 % par rapportau mois précédent, soit une hausse de 1,3 % sur un an. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité. Pour les catégories A, B, C qui intégrent les personnes ayant déclaré une activité réduite, le chômage des jeunes s'est stabilisé par rapport au mois précédent, mais il progresse de 1% sur un an.

« Dans la région, la progression sur un an reste plus préoccupante que dans le reste du pays »

Dans la région, les chiffres du mois d'octobre sont meilleurs qu'au niveau national, mais la progression sur un an reste plus préoccupante. En Aquitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de

moins de 25 ans a diminué de 0,1% par rapport au mois précédent et de 0,2% pour la catégorie A, B, C. Sur un an, la hausse est beaucoup plus marquée que pour la France entière: +3,5% pour la catégorie A, B, C. En Poitou-Charentes, la baisse sur un mois est de 1% en catégorie A et de 0,5% pour la catégorie A, C. Sur un an, les augmentations sont respectivement de +4,4% et de 3,8%.

Plus de 5 millions en Europe

En Aquitaine, cela représente plus de 27 000 personnes sans emploi pour la catégorie A et plus de 40 000 pour la catégorie A, B, C. En Poitou-Charentes, plus de 15 000 et plus de 23 000. Les chiffres publiés tous les mois par le ministère du Tavail ne donnenten plus qu'une vue partielle de la situation. Un certain nombre de jeunes ne sont inscrits nulle part et deviennent, de ce fait, plus difficiles à repérer et à aider.

En Europe, ce sont plus de 5 millions de jeunes (hors étudiants) qui sont aujourd'hui sans emploi, avec des taux de chômage qui dépassent parfois largement les 30 % dans certains pays. Au deuxême trimestre, le taux de chômage des 15-24 ans mesuré par l'Insee atteignait 22,8 % en Prance.

« Ces quelques mois ont ch angé ma vie »

MARMANDE (47) Anthony Gilles a bénéficié de la garantie ieunes au sein de la mission locale Moyenne Garonne, site pilote

Anthony Gilles n'a pas eu une enfance dorée. Ce Tonneinquais de 20 ans a été contraint de quitter l'école pour raisons personnelles. Il s'est alors engagé dans l'armée.« J'ai été déclaré inapte. Un vrai coup dur. C'est un rêve d'enfant qui s'est bri-

Au-delà de la désillusion personnelle, il a dû réfléchir en urgence à une solution de repli, afin de subveniraux besoins de sa famille.« Mon père est licencié économique, ma mère sans emploi... Je devais trouver quelque chose, et vite.»

Six semaines d'ateliers Inscrit à la mission locale de Tonneins, il est orienté par sa conseillère vers l'antenne marmandaise, qui

propose l'opération garantie jeu-nes. Depuis mars 2014, il bénéficie, comme 300 jeunes Lot-et-Garonnais, de ce dispositif. Un contrat d'un an qui permet à des jeunes de 18à 25 ans en situation précaire d'aller vers l'autonomie, en construi-sant avec un conseiller un parcours d'accès à l'emploi et à la formation. Le Lot-et-Garonne, avec Marmande pour ville-test, a fait partie des dix départements pilotes choisis par l'État, la Région et le Conseil général.

Cédric Bourniquel, directeur de la mission locale Moyenne Caronne de Marmande, admet que la mise en place du dispositif a été lourde, exigeante, mais passionnante. « Nous repérons des jeunes, analy-sons leur situation personnelle, familiale, ainsi que leurs ressources. Une fois sélectionnés, l'idée est de les accompagner jusqu'à l'emploi.» Mais, avant d'en arriver là, la route est longue ...« Nous leur proposons une phase intensive d'ateliers de six semaines pour que toutes les conditions d'autonomie soient réunies : accès au logement, à la santé, au permis de conduire, etc. « Anthony fait partie des 58 % de jeunes qui, grâce à ce dispositif, ont pu trouver un emploi. « Sans qualification, je ne voyais pas comment m'en sortir. La garantie jeunes m'a sauvé x, làche le jeune homme, qui occupe aujourd'hui un poste d'aide médico-psychologique à l'Institut médico-éducatif (IME) de Mira-mont-de-Guyenne. Il a signé pour un CDD de trois ans, sous forme de contrat aidé. Il va alterner formation et terrain jusqu'en 2017.

Certains lächent prise

«Cesten effectuant une visite dans un établissement spécialisé dans le handicap, avec mes conseillères, que fai eu le déclic », raconte le jeune homme, qui a ensuite fait part de ses envies à Agnès Duffaud et Daph-né Dubreuilh, ses deux conseillères. «Elles m'ont accompagné et m'ont aidé à trouver des stages, et enfince travail. Je leuren suis reconnaissant. Ces quelques mois ont changé ma vie. Avant d'intégrer ce dispositif, fétais réservé, timide. Fosais à peine



Anthony Gilles, avec ses conseillères Agnès Duffaud et Daphné Dubreuilh. À sa droite, Cédric Boumiquel. Momit v

m'exprimer en public... Aujourd'hui, j'ai un logement, je touche le smic et m'ouvre davantage aux au-

Le large sourire qu'affiche Anthonyn'estmalheureusement pas présent sur chaque visage. Cartout n'est pas rose dans la garantie jeunes. Depuis le lancement du dispositif à Marmande, cinq radiations ont été prononcées. Au grand dam de Cédric Bournique! «Certains jeu-nes perdent pied, lächent prise, ren-contrent de grosses difficultés psy-chologiques. Et malgré tous nos efforts, dans ces cas-là, nous ne pouvons guère faire plus...» Élodie Viguler



leur recherche d'emploi. e crom nouve quant

Un accompagnement intensif

MODE D'EMPLOI Dans notre zone, plus de 50 conseillers vont consacrer tout leur temps à des jeunes

Pôle emploi mobilise 700 conseillers en France pour mettre en place son nouveau dispositif d'accompagnement intensif des jeunes (AIJ). 40 en Aquitaine. 17 en Poitou-Charentes. Chacun devra suivre entre 50 et 70 demandeurs d'emploi et leur consacrer la totalité de son temps de travail.

Tous les jeunes âgés de moins de 26 ans, quel que soit leur niveau de formation ou leur territoire de résidence, pourront prétendre au bénéfice de cette mesure. « Le but est de les rendre plus autonomes, de mettre des réseaux à leur disposition et de leur permettre d'acquérir une technique de recherche d'emploi avec, entre autres, des simulations d'entretien », résume Frédéric Toubeau, directeur régional de Pôle emploi Aquitaine. Ce suivi pourra aussi se poursuivre dans les premières semaines du retour à l'emploi. « Il s'agira de vérifier que tout se passe bien et que le jeune ne rencontre pas des problèmes de logement, de transport ou d'une autre nature, qui pourraient venir perturber son arrivée dans l'entreprise », souligne Laurent Coppin, directeur des opérations Pôle emploi Poitou-Charentes.

Individuellement ou en club

Ces mesures d'accompagnement intensif constituent certes un outil de plus au service des jeunes, mais elles ne sont pas fondamentalement nouvelles. Elles ont été testées avec succès dans le dispositif ANI, qui s'est arrêté cet été, et il existe également un système d'accompagnement renforcé qui ne s'adresse pas spécifiquement aux jeunes mais à tous les publics.

De façon plus générale, Pôle emploi s'efforce de renforcer ses structures d'accompagnement des demandeurs d'emploi pour mieux répondre à leurs besoins.

Pour le dispositif « accompagnement intensif des jeunes », ce soutien pourra prendre deux formes. Soit un accompagnement principalement individualisé, qui pourra comprendre des phases collectives. Soit l'intégration dans un club très intensif d'une quinzaine de personnes en entrée-sortie permanente. « C'est important, cela doit contribuer à créer une dynamique, assure un conseiller. Chaque fois que quelqu'un quitte le groupe parce qu'il a trouvé un emploi, cela montre aux autres qu'il ne faut pas être défaitiste, »

En Aquitaine, la répartition des 40 conseillers est la suivante : 4 dans les Landes, 5 en Dordogne et en Lot-et-Garonne, 7 dans les Pyrénées-Atlantiques, 19 en Gironde. En Poitou-Charentes, 4 conseillers sont loca-lisés en Charente, 6 en Charente-Maritime.

La mise en œuvre de ce programme est en partie financée sur des fonds européens : le Fonds social européen (FSE) et l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ).

Le chômage des jeunes de moins de 25 ans dans la région Evolution des demandeurs d'emploi catégories ABC Maritime Charente Octobre 2014 = 496 5 0 5 6 Dordogne 178 21199 298 Landes Lot et-Garonne 7565 Septembre 2014 Pyrénées-Atlantiques Demandeurs d'emplois catégories ABC : pourcentage de jeunes Septembre 2014 Dordogne Charente Marltime Charente Landes Latet-Garonne 16% 16% Pyrénées Atlantiques **AQUITAINE** POITOLI-CHARENTES

EN CHIFFRES

3,46 millions

C'est le nombre total de dernandeurs d'emploi de catégorie A, fin octobre. Ce chiffre atteint 5,1 millions pour les catégories A, B, C.

543 000

C'est le nombre de moins de 25 ans inscrits à Pôle emploi en métropole, fin octobre.

140 000

C'est le nombre de jeunes qui quittent, chaque année, l'école sans diplôme ni qualification.

1,9 million

C'est le nombre de jeunes de 15 à 29 ans qui n'étaient ni pourvus d'un emploi ni en formation début 2013, selon une étude du Conseil d'analyse économique. Ce qui représente 17 % de la classe d'âge.

La cuisine centrale passe aux fruits et légumes bio

RESTAURATION COLLECTIVE Bien gérée, la cuisine centrale fait des économies et améliore l'ordinaire. Elle introduira 10 % de produits biologiques dans ses menus en 2015



Patrick Gentet, directeur de la cuisine centrale de Cognac, sur la chaîne de production.

OLIVIER SARAZIN

o.sarazin@sudouest.fr

Bien gérée, la cuisine centrale de Cognac va - pour la première fois de sa courte existence-tenir son budget prévisionnel (2,730 millions d'euros cette année). Mieux encore, le Groupement d'intérêt public (GIP) associant la municipalité et le centre hospitalier va terminer l'exercice 2014 avec environ 70 000 euros d'économies. Comment expliquer un tel miracle?

« Nous avons rationalisé les commandes auprès de nos fournisseurs, sans jamais transiger sur la qualité des produits, Par ailleurs, les établissements scolaires nous donnent des prévisions d'effectif moyen journalier de plus en plus précis. Il n'ya quasiment plus de gaspillage et les quelques barquettes inutilisées sont désormais offertes aux Restaurants du cœur avec qui nous avons signé une convention », répond Patrick Genet, le directeur de cet établissement de 30 salariés créé en 2010.

Desplatsréfrigérés à -25°C

Désormais bien rodée, l'équipe de la cuisine centrale compte bien améliorer l'ordinaire de 2015 en introduisant 10 % de produits biologiques dans les 500 000 menus annuels distribués dans les crèches, les écoles maternelles, les écoles primaires, les centres aérès et les diffèrentes unités du centre bospitalier de Cormac.

« Dans un premier temps, nous passerons aux fruits et aux légumes bio. La question des viandes et des charcuteries – denrées plus onéreuses – sera étudiée plus tard », dit encore Patrick Genet.

Pour rappel, la cuisine centrale est installée dans un bâtiment moderne d'environ i 000 m', inauguré en 2006 dans la zone d'activité de Montplaisir, près de la caseme des pompiers. Au début, elle ne produisait que pour les cantines des écoles. C'est en 2010, à la faveur des difficultés du chantier du nouvel hôpital, que les étus ont eu la bonne idée de mutualiser cet outil de production et de créer un GIP.

À Montplaisir, une vingtaine d'agents transforment environ une tonne de denrées alimentaires chaque jour. Les plats sont cuisinés dans de grandes sauteuses et marmites REPERES

500 000

menus sont préparés, chaque année, à la cuisine centrale. Ils sont distribués dans les cantines scolaires, au CCAS et à l'hôpital.

900 kg

de chipolatas ont été cuisinés l'an passé, mais aussi...

4,08t

2,7t

de rôti de bœuf, et...

32 000

coupelles de compote.

de 300 litres et des fours mixtes à vapeur. Les barquettes sont conditionnées sur une chaîne semi-automatique puis placées dans une cellule de refroidissement à moins 25° C «Les plats ne sont pas surgelés mais soumis à un "choc de froid" qui préserve les qualités gustatives et garantit une bonne conservation », explique Patrick Genet. Les barquettes sont ensuite expédiées en liaison froide vers les établissements concemés. Évidemment, les textures, les assaisonnements et les grammages sont adaptés aux "usagersclients".

« lci, on cuisine pour tous les publics, tous les âges : le tout-petit, qui fréquente la crèche ou le centenaire à la maison de retraite », se félicite le directeur.



ici, les marmites font plus de 300 litres I moros.

Cantines: les menus de Noël

■ Les menus des fêtes de fin d'année concoctés par la culsine centrale de Cognac sont imprimés. Le jeudi 18 décembre, les enfants des crèches, des maternelles et des primaires, dégusteront de la mousse de canard en entrée ; du rôti de filet de dinde aux marrons accompagné de pommes de terre « winter smile » et de tomates confites en plat de résistance ; de clémentines et de chocolats de Noël en deceaté.

Le même jour, au self de l'hôpital, les agents hospitaliers auront le choix entre une salade de gambas et de mandarine et du pâté de saumon en croûte; ils poursuivront avec de la caille farcie au foie gras de canard sauce aux marrons accompagnée de purée aux deux pommes et raisins ou de gratin de butternut; en dessert, cabosse chocolat cœur caramel noisette.

Le mercredi 1º janvier 2015, les patients de l'hôpital et les résidents des maisons de retraite (non soumis à un régime) mangeront un fondant de saumon cœur au beurre blanc, des aiguillettes de chapon dans une sauce au foie gras avec des pommes de terre Anna et un duo de carottes. Intense au chorolat et crème brûlée au dessert.